

*l'Anti*capitaliste

n°742 | 20 février 2025 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

LA PAIX, PAS LE DÉPEÇAGE



TROUPES RUSSSES HORS D'UKRAINE!

© KATYA GRITSEVA

ZOOM

Nouvelle offensive raciste au plus haut sommet de l'État

Page 3

INTERNATIONAL

Belgique. Première mobilisation massive contre le gouvernement fédéral

Page 4

ARGUMENTS

Solidarité avec l'Ukraine résistante

Page 5

CHAMP LIBRE

Intervention de Salah Hamouri sur la situation des prisonnierEs palestiniens

Page 8

Édito

Bétharram,
l'insupportable
banalité des violences
faites aux enfants

Par RAPHAËL ALBERTO

Le scandale Bétharram sonnera-t-il la fin de Bayrou? Lui qui a réussi à échapper aux motions de censure et aux affaires judiciaires qui le visaient, s'embourbe dans un tissu de mensonges autour de son attitude dans l'affaire des violences commises dans l'école catholique Notre-Dame de Bétharram. Sur une période allant de 1950 à 2010, 112 plaintes ont été déposées pour des faits allant des sévices corporels à des viols, et concernant plusieurs membres du personnel de l'école. Bayrou savait-il? Ou plutôt, comment aurait-il pu ne pas savoir? Alors que plusieurs de ses enfants étaient scolarisés à Bétharram, alors que sa femme y enseignait le catéchisme et était donc directement en lien avec les principaux accusés, alors qu'un juge et le gendarme chargé de l'enquête ont révélé avoir eu des discussions avec lui sur l'affaire? En tant que député, président du conseil départemental et même ministre de l'Éducation nationale, Bayrou n'a rien fait pour faire reconnaître et faire cesser les violences. Il est même allé jusqu'à apporter son soutien public à l'institution béarnaise en 1996.

Au-delà de la loi du silence, ce que révèle cette histoire, c'est la banalisation des violences à l'égard des enfants, dans un continuum qui va des violences physiques jusqu'aux violences sexuelles. Depuis des dizaines d'années, Bétharram était notoirement connue pour être un établissement d'une sévérité extrême, où les brimades physiques étaient une pratique pédagogique courante. Loin de la rendre infrequentable, cela en faisait pour une partie des notables de la région, Bayrou en tête, une institution modèle. Rappelons que le même Bayrou, en 2002, s'était fait remarquer par une claque donnée à un enfant à Strasbourg, au moment où il faisait campagne pour les présidentielles. Au lieu d'exprimer ses regrets pour un acte pourtant pénalement condamnable, il avait alors expliqué avoir réagi « en père de famille ».

On ne pourra mettre fin aux violences exercées sur les corps des enfants, qu'elles soient physiques ou sexuelles, qu'en les comprenant comme un tout indissociable, et en combattant l'idéologie patriarcale d'un retour en arrière éducatif.

Bien dit

Dans cet établissement, le dispositif, il est systémique. Ça a été pensé, affiné sur plusieurs années, optimisé. C'est complètement carcéral.

Loïc, pensionnaire à Bétharram de 1992 à 1994, ayant subi « seulement » des violences physiques et des humiliations, dans Yoummi Kezzouf, « Bétharram, c'est l'école de la soumission » : des victimes témoignent, *Mediapart*, 17 février 2025.

UKRAINE Trump-Poutine concluent leur marché sur le dos des peuples

De la Palestine à l'Ukraine, la « paix » que Donald Trump veut incarner avec son MAGA (Make America Great Again) est une création destructrice de droits qui ne peut s'embarrasser de peuples.

Les négociations qui ont un sens dans cet univers-là se déroulent entre « hommes forts » qui cherchent à privatiser le plus grand territoire et pouvoir d'État possible et qui s'appuient sur les extrêmes droites fascisantes des divers continents pour déconstruire les résistances progressistes passées et présentes. Les critères privilégiés sans vergogne sont ceux du business appuyé sur une logique d'État néocolonial.

La guerre, un prolongement du commerce et vice versa

Ainsi Trump a annoncé vouloir prendre « possession » de la bande de Gaza et « se débarrasser des bâtiments détruits » afin de développer économiquement le territoire. Pour cela, il conviendrait, selon lui, d'en « déplacer » ses 2,4 millions d'habitants vers l'Égypte et la Jordanie afin de faire du territoire palestinien une « Côte d'Azur ». Immonde. Le président étatsunien répète à l'envi qu'il veut « récupérer l'argent » versé à l'Ukraine depuis l'invasion russe — et pourrait conditionner d'autres aides à la possibilité d'exploiter ses ressources. Mais voilà ! L'Ukraine résistante existe encore. La soumission de l'Ukraine est plus difficile à imposer en dépit de ses dépendances envers des aides vitales. Volodymyr Zelensky cherche à faciliter l'accès des capitaux étrangers aux ressources humaines et matérielles du pays pour tenter désespérément d'obtenir le maintien d'une aide étatsunienne, en faisant miroiter vers Trump depuis des mois la possibilité d'exploiter des minerais et terres rares d'Ukraine. Mais le président ukrainien a annoncé, en marge



de la conférence sur la sécurité à Munich, qu'il n'a pas à ce stade autorisé les ministres à signer un accord sur ce plan, parce qu'à son avis « il ne nous protège pas ». Autrement dit, il ne comporte pas pour l'Ukraine de « garanties de sécurité ».

La mort de l'Otan ?

Jusqu'alors, celles-ci étaient associées en Ukraine, comme dans les pays limitrophes de la Russie — à l'adhésion à l'Otan, dont le fameux article 5 était censé signifier qu'une attaque contre un membre impliquait la solidarité des autres : derrière « l'Otan », c'était la protection des États-Unis contre la Russie qui était recherchée. À la veille de l'invasion russe de février 2022, Macron soulignait que l'Otan était « en mort cérébrale », contre-disant la thèse d'une « menace

de l'Otan contre la Russie. Bien que Poutine ait exploité cette thèse, l'audace de l'« Opération militaire spéciale » lancée il y a trois ans jusqu'à Kyiv, misait en fait sur cette « mort cérébrale ». Elle prenait aussi en compte l'explicite réponse de Biden aux demandes d'aide de Zelensky, rappelant que les États-Unis n'enverraient pas de troupes pour défendre un pays non membre de l'Otan.

Quoi qu'il en soit, les choix de Trump imposent de mettre les pendules à l'heure : il s'agit, dit-il, d'une « guerre européenne » — et que l'Ukraine appartienne ou pas au « monde russe » de Poutine lui importe peu. D'une mort « cérébrale », on tend vers une mort tout court de l'Otan. Mais ce n'est évidemment pas la fin des politiques et industries d'armement, dont les bons

services sont offerts aux achats des Européens qui voudraient construire leur propre défense. Mais Trump préfère « la paix » pour ses affaires. Avec ses émissaires, il cherche surtout à renouer de bons rapports avec la Russie poutinienne pour gérer avec elle — sans l'Ukraine et sans les Européens — un partage de sphères d'influence.

Construire les liens internationalistes

L'arrogance du long échange téléphonique entre Trump et Poutine se prolonge avec le projet de rencontre entre les présidents en Arabie saoudite. Pendant ce temps, face à la fragmentation de l'UE, Macron a du mal à faire avancer son agenda européen appuyé sur l'industrie d'armement française. Le nouveau contexte est davantage marqué par le discours de Volodymyr Zelensky prononcé à Munich : « Trois années de guerre à grande échelle ont prouvé que nous disposons déjà des fondements pour une force militaire européenne unifiée. Et maintenant, alors que nous menons cette guerre et que nous jetons les bases de la paix et de la sécurité, nous devons construire les Forces armées de l'Europe. Pour que l'avenir de l'Europe ne dépende que des Européens, et que les décisions concernant l'Europe soient prises en Europe ».

Avec la gauche ukrainienne¹, il revient aux gauches européennes de construire leur propre agenda politique et social et des liens internationalistes par en bas face aux guerres et pseudo-paix sur le dos des peuples.

Catherine Samary

1 — Lire l'article d'Oleksandr Kyselov page 5 et les dossiers de l'ENSU en soutien à l'Ukraine résistante.

Acturama

LES FASCISTES
ATTAQUENT AU
COUTEAU DANS LE
10^e ARRONDISSEMENT
DE PARIS

Lundi 17 février, un rassemblement de soutien était appelé par plusieurs organisations moins de 24 heures après que des jeunes militantEs internationalistes kurdes ont été attaquéEs par un groupe fasciste, armé de bâtons et de couteaux. Les militantEs antifascistes étaient réuniEs pour la projection militante du film Z de Costas-Gavras. L'un d'entre eux a été poignardé. Il est fort heureusement tiré d'affaires. De nombreuses organisations politiques et syndicales ont réagi lundi devant la gare de l'Est. No parasan!

IDENTITÉ NATIONALE Nouvelle offensive raciste au plus haut sommet de l'État

Rappelons que ce débat a été lancé une première fois en 2009 par Nicolas Sarkozy, à l'initiative de Patrick Buisson. L'ancien socialiste Éric Besson, alors ministre de l'Immigration et de l'Identité nationale, avait organisé un « grand débat » qui tournait principalement autour de l'immigration et des personnes musulmanes en France.

Un débat pour légitimer la chasse aux étrangers

Loin d'être effrayé par une instrumentalisation de l'opinion publique qui ne peut que nourrir le climat raciste et profiter à l'extrême droite, Olivier Faure, président du Parti socialiste, a estimé que « le débat sur l'identité nationale n'est pas tabou », suivi par Pierre Jouve, député européen socialiste, affirmant que « c'est une bataille culturelle qu'on doit mener ». Ce ne sont malheureusement pas des sorties individuelles ou isolées : toute une partie de la gauche participe au climat islamophobe et à la normalisation du racisme, et ça ne date pas d'hier !

En réalité, ce débat vise à mettre la question des « étrangers » au cœur du débat public et à légitimer toujours plus la chasse aux personnes immigrées, que ce soit via la circulaire Retailleau, qui fait suite en la durcissant encore à la loi Darmanin, ou via le projet de loi LR sur la restriction du droit du sol à Mayotte. Récemment, Bruno Retailleau reprenait la proposition RN de restreindre le droit du sol sur tout le territoire français, prononçant cette déclaration nauséabonde : « Là [à Mayotte], vous avez un exemple, sur un petit territoire, d'une société totalement déséquilibrée par les flux migratoires. Or, ce sont des musulmans, ils sont noirs... Voilà. C'est simplement qu'aucune société, quelle que soit la culture, ne peut

Le rapprochement entre la politique du gouvernement et celle de l'extrême droite ne cesse de s'accroître. Le 27 janvier, François Bayrou évoque le « sentiment de submersion migratoire »... à Mayotte. Deux semaines plus tard, le 7 février, il annonce la reprise d'un débat sur « l'identité nationale ».



supporter une proportion où il y a, comme disait le Premier ministre, une submersion.»

Stigmatisation des personnes issues de l'immigration

Au-delà de la seule question anti-immigration, il s'agit également de stigmatiser toutes les personnes racisées de ce pays, qu'elles aient des papiers ou non. Au cœur de la rhétorique raciste de l'extrême droite, il est question de s'en prendre aux personnes issues de l'immigration, principalement issues de l'Afrique subsaharienne ou de l'Afrique du Nord, qui selon eux, « profiteraient des aides au détriment des honnêtes travailleurSEs françaisEs » (c'est-à-dire blancs). De même, le débat sur

l'identité nationale est l'occasion de s'attaquer aux personnes musulmanes de ce pays par une surenchère islamophobe. En témoigne déjà la multiplication des mesures vexatoires (perquisitions, mises en examen, fermetures d'établissements scolaires...) et le projet de loi LR au Sénat visant à interdire le port du voile dans toutes les compétitions sportives de ce pays, avant que Retailleau ne reprenne prochainement, à n'en pas douter, son projet d'interdire le voile à l'université et pour l'accompagnement des sorties scolaires.

Construire des convergences antifa, féministes et antiracistes

Pour contrer cette offensive raciste, la stratégie de l'électoratisme est une impasse. C'est dans la rue que nous riposterons, par le rapport de forces, sans rien céder politiquement, contre le racisme d'État qui fait la guerre aux sans-papiers, aux exilés, aux mineurEs en lutte et à toutes les personnes racisées de ce pays ! Cela donne des ailes aux agresseurs fascistes comme ceux qui le 16 février à Paris, ont blessé deux militants à l'arme blanche, ou ceux qui viennent intimider les mineurs de la Gaîté Lyrique.

Construire dans la plus large unité les mobilisations des 8 mars (grève féministe et antifasciste), 15 mars (contre les violences policières racistes) et 22 mars (contre le racisme), est une nécessité. Elles doivent être des moments de convergences antifascistes, féministes et antiracistes.

Commission nationale antiracisme

PALESTINE Les violences coloniales s'intensifient sur fond de fragile cessez-le-feu

Samedi 15 février 2025, le Hamas a libéré trois otages israéliens en échange de 369 otages palestiniens, dans le cadre d'un cessez-le-feu fragile. La Cisjordanie est le théâtre d'une intensification des violences israéliennes, tandis que l'Autorité palestinienne continue de coopérer avec les colons, suscitant la colère de la population.

Les trois otages israéliens ont été remis à la Croix-Rouge à Khan Younés, dans le sud de la bande de Gaza. Cette libération intervient après des menaces de suspension des échanges par le Hamas à cause des violations du cessez-le-feu par Israël, plusieurs personnes ayant été assassinées à Rafah. La médiation de l'Égypte et du Qatar a permis de maintenir l'accord et d'éviter une reprise des hostilités.

Les 369 otages palestiniens, dont certains purgeaient de longues peines, ont été accueillis par des foules en liesse en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Leur apparence témoigne des très mauvais traitements subis en détention, présentant des signes de torture et de malnutrition. Un des otages a même été amputé après un an de prison.

Les US s'imposent

Durant la nuit du dimanche 16 février, une livraison de 1800 bombes d'une tonne, initialement bloquée par Biden et autorisée par Trump, est arrivée en Israël.

Dans le même temps, l'émissaire américain pour le Moyen-Orient, Steve Witkoff, a affirmé que la deuxième phase du cessez-le-feu à Gaza « va absolument commencer ». Selon lui, les discussions se poursuivent activement avec les médiateurs et Israël pour garantir une avancée vers cette nouvelle étape.

Lors d'échanges qualifiés de « très productifs et constructifs », Witkoff s'est entretenu avec Benjamin Netanyahu, le Premier ministre qatari et le chef du renseignement égyptien. Les discussions portent notamment sur la manière dont la phase deux sera mise en œuvre, avec un focus sur l'alignement des positions des deux parties. L'objectif est d'établir



une feuille de route claire pour la suite des négociations, qui se poursuivront cette semaine dans un lieu encore à déterminer.

Cisjordanie, la répression et de la colonisation s'intensifient

La situation en Cisjordanie occupée se détériore. Depuis le début de l'année, l'armée israélienne a intensifié ses opérations militaires, dans des villes comme Jénine où des raids ont entraîné la mort de plusieurs PalestinienNEs et des dizaines de blessés. Ces attaques s'accompagnent de sièges de camps de réfugiés et d'hôpitaux, restreignant la liberté de mouvement et l'accès aux soins de la population locale.

La colonisation israélienne en Cisjordanie s'accroît également à un rythme sans précédent. Des zones classées au patrimoine mondial de l'Unesco, comme la région de Battir, sont menacées par la construction de nouvelles colonies, visant à créer une continuité territoriale juive entre Jérusalem et le bloc de colonies

de Gush Etzion. Cette expansion coloniale rend de plus en plus illusoire la perspective d'un État palestinien viable.

L'Autorité palestinienne : une collaboration décriée

Dans ce contexte de répression accrue, l'Autorité palestinienne continue de coopérer avec l'armée israélienne, notamment à travers la coordination sécuritaire. Cette collaboration est perçue par une grande partie de la population palestinienne comme une trahison, d'autant plus que l'Autorité palestinienne réprime également les manifestations et les mouvements de résistance contre l'occupation. Cette posture affaiblit davantage sa légitimité et alimente la colère populaire.

Appel à une solidarité internationale renforcée

Face à cette situation critique, il est impératif que la communauté internationale fasse la preuve de sa solidarité avec le peuple palestinien. Les mouvements de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS) doivent être soutenus et amplifiés pour exercer une pression réelle sur Israël afin qu'il mette fin à ses politiques d'occupation et d'apartheid. De même, la France doit cesser sa complicité et prendre des mesures concrètes pour soutenir les droits et les aspirations légitimes du peuple palestinien. La lutte pour la libération de la Palestine est indissociable de la lutte contre le colonialisme, l'impérialisme et le capitalisme mondial. En tant qu'internationalistes, nous nous tenons aux côtés des opprimés pour soutenir leur quête de justice et de liberté.

Amel

No comment

Sachez que la République et ses représentants, les préfets, les forces de l'ordre sont intraitables avec ceux qui propagent la violence

BRUNO RETAILLEAU devant l'Assemblée nationale le 18 février, à propos de l'attaque des fascistes dans Paris, qui se pose en garant de l'ordre public tout en disqualifiant le député Raphaël Amault. Un ordre public sur lequel le ministre souffle pourtant sa haine raciste tous les jours...

Agenda

Judi 20 février, projection du documentaire *Rouge, la couleur qui annonce le journal*, Bressol (82). À 20h au cinéma La Muse, Route de Lavaur, 82710 Bressols.



Dimanche 23 février, manifestation en solidarité avec l'Ukraine, Paris. À 14h place de la République, direction Bastille, à l'appel des organisations de solidarité avec l'Ukraine dont le RESU. Lire page 5.

Vendredi 28 février, Culture en résistance : scène libre comme la Palestine, Paris 19°. À partir de 19h au Baranoux, 78, rue Compans, à l'appel d'Urgence Palestine Paris 19°.

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur **l'Anticapitaliste.org**

À lire sur le site



Gaza : « Nous sommes le jour après la guerre », par Marie Schwab

l'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Tirage :
1800 exemplaires

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Numéro ISSN :
2269-3696

Maquette :
Ambre Bragard

Commission paritaire :
1225-C-93922

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21 Mail :
rotoimp@wanadoo.fr

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et de
communication.
SARL au capital
de 3500 € (durée 60 ans).



GRÈCE Mobilisations pour découvrir les causes de la tragédie de Tèmbi

Le 28 février 2023, une catastrophe ferroviaire causait la mort de 57 personnes, parmi lesquelles les cheminotEs et de nombreux étudiantEs. Cette tragédie, pour laquelle le gouvernement plaidait l'erreur d'un chef de gare, mettait en lumière l'état lamentable du réseau offert à la privatisation.

Une vague de colère immense s'était alors levée (voir *l'Anticapitaliste* du 8 et 15 mars 2023, et du 29 février 2024). Elle continue et même se renforce depuis un mois et demi.



Manifestation de la jeunesse scolarisée le 7 février. La banderole dit: «Qu'un jeune dise "je n'ai plus d'oxygène", voilà ce qui fait de l'État un assassin». DR

Une marée humaine le 26 janvier

La justice traînant en longueur, les parents des victimes, réunis en comité, ont fait procéder à l'enquête que ne voulait pas Mitsotakis. Début janvier, il est apparu que 27 victimes n'ont pas été tuées par la collision, mais par étouffement puis brûlées vives: pour plusieurs experts, la cause en serait la fuite puis l'incendie de produits de type essence frelatée, transportés de manière tout à fait illégale. Sur quelques téléphones retrouvés, on entend des jeunes crier sur le numéro d'appel de détresse «Je n'ai plus d'oxygène». On sait qu'un tel trafic d'essence existe. Ce qui pose question et révolte, c'est la tentative évidente du Premier ministre d'étouffer l'affaire, comme il l'a fait dans d'autres cas: autoritarisme à la Orbán? Atteinte insupportable à l'image de tout-puissant que colportent ses réseaux? Ou plus simplement couverture de ses amis grands patrons qui pourraient être impliqués?

Quoi qu'il en soit, le comité des familles a appelé à des rassemblements le 26 janvier pour que justice soit faite, et cela dans une centaine de villes en Grèce, une vingtaine à l'étranger. Des centaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues ce dimanche-là avec même des dizaines d'étudiantEs serbes, mobiliséEs chez eux pour le même type de tragédies, présents à Athènes. Il est vite devenu impossible d'atteindre la place centrale!

Grève générale appelée pour le 28 février

Ce succès a déstabilisé la droite. Le 29 janvier, Mitsotakis jouait le père de la nation affligé, mais surtout affligeant puisque, comme toujours, il dégageait ses responsabilités personnelles, accusant les sociétés ferroviaires et les pompiers et, à la suite, un secrétaire d'État chargé par lui-même de gérer la situation sur place en 2023... son acte principal consistant à ordonner que dès le 3 mars, on dégage la terre et les débris de la catastrophe, alors que l'enquête était en cours. Près 80% des Grecs et des Grecques ont trouvé lamentable cette prestation au cours de laquelle Mitsotakis a dit son regret qu'aucune vidéo des faits n'existe. Et, ô miracle, le 7 février était annoncée la remise de 3 vidéos, soi-disant oubliées! En dehors du fait que ces vidéos ne montrent rien de décisif, leur authenticité est mise en doute. Alors, bien sûr, la colère ne s'éteint pas: le 7 février, des milliers de jeunes étaient dans les rues, et surtout, le 28 février, une immense mobilisation — avec grève générale privé/public — est appelée par le comité des familles. Au-delà de l'exigence de vérité, il faut exiger un service public des transports, sûr et de qualité. **A. Sartzekis, Athènes, le 16 février 2025**

USA Trump transforme les alliances mondiales et instaure une nouvelle ère impérialiste

Donald Trump modifie fondamentalement la politique étrangère des États-Unis et ébranle les alliances mondiales en place depuis quatre-vingts ans. Il a ainsi choisi Vladimir Poutine plutôt que l'Otan et l'Europe.

Trump et Poutine ont apparemment l'intention d'imposer un traité qui obligerait l'Ukraine à céder 20% de son territoire et lui interdirait d'adhérer à l'Otan. Trump souligne la faiblesse des sondages de popularité du président Volodymyr Zelensky, suggérant qu'il n'a pas le droit de parler au nom de l'Ukraine. Les États-Unis et la Russie sont depuis longtemps des puissances impériales; désormais ils coopèrent et isolent des négociations de paix les puissances européennes qui craignent que si la Russie gagne des territoires en Ukraine, le prochain mouvement de Poutine soit éventuellement en direction de la Transnistrie, la Moldavie, l'Estonie voire la Pologne.

L'œil d'un agent immobilier sur Gaza

Au Moyen-Orient, Trump, qui admire l'autoritaire Benyamin Netanyahu et soutient Israël, propose de terminer la guerre en transformant Gaza en colonie américaine et en expulsant les deux millions de PalestinienNEs, en violation du droit international. Il suggère d'envoyer les PalestinienNEs en Égypte et en Jordanie et laisse entendre que l'Arabie saoudite pourrait financer son plan. L'Égypte, la Jordanie et l'Arabie saoudite se sont déclarées opposées à ce plan, mais Trump menace de réduire leur aide américaine s'ils n'acceptent pas. Une fois expulséEs, les PalestinienNEs ne seront pas autorisés à retourner dans leur pays, selon Trump. Avec l'œil d'un agent immobilier, il affirme que Gaza deviendra «la Riviera du Moyen-Orient», une station balnéaire internationale.

Autour du canal de Panama

Dans l'hémisphère occidental, Trump affirme qu'il s'emparera par la force si nécessaire du Groenland, possession du Danemark, membre de l'Otan. Il veut également faire main basse sur le canal de Panama, affirmant que la Chine contrôle désormais cette voie d'eau cruciale parce qu'une entreprise chinoise a des activités dans des ports situés à la fois sur les rives de l'Atlantique et du Pacifique. La menace de Trump a conduit le président du pays, José Raúl Mulino Quintero, à accepter des déportéEs américains d'origine africaine et asiatique dans son pays afin d'amadouer Trump. Lequel dit vouloir également absorber le Canada pour en faire le 51^e État, une déclaration que le Premier ministre Justin Trudeau a qualifiée de véritable menace, tout en déclarant qu'il n'y a «pas la moindre chance».

Droits de douane et immigration

En rupture avec les pratiques antérieures, Trump utilise les droits de douane de manière agressive contre des concurrents comme la Chine et contre des alliés comme le Canada, le Mexique et l'Union européenne. Il a pour l'instant reporté les droits de douane de 25% annoncés pour le Mexique et le Canada, mais il a augmenté de 10% ceux sur les produits chinois. La Chine a répondu. La politique d'immigration de Trump a également été source de conflits. Lorsque les États-Unis ont expulsé des immigrantEs colombienNEs sans papiers dans des avions militaires, le président de gauche Gustavo Francisco Petro a refusé de laisser l'avion

atterrir car les citoyenNEs du pays n'étaient pas traitéEs avec dignité. Menacé de tarifs douaniers de 25%, Petro a cédé et a exhorté les ColombienNEs sans papiers à rentrer chez eux afin d'éviter de nouvelles frictions avec les États-Unis, affirmant qu'il apporterait son soutien à ceux qui reviendraient. Gustavo Petro a également annulé un contrat de 880 millions de dollars conclu par une société publique équatorienne avec la compagnie américaine Occidental Petroleum pour la réalisation de fracturations hydrauliques aux États-Unis.

Suppression de l'aide humanitaire

Enfin, la décision de Trump et de son partenaire milliardaire Elon Musk de fermer l'Agence américaine pour le développement international (USAID), le bras armé de l'Amérique depuis soixante ans, a conduit à l'annulation soudaine de millions de dollars d'aide humanitaire — nourriture, médicaments, écoles — dans 100 pays et au licenciement d'un grand nombre des 10 000 employéEs internationaux de l'agence. Trump est ainsi apparu comme l'ennemi de millions de personnes. Détestable! **Dan La Botz, traduction Henri Wilno**

À lire sur le site



Cameroun, la vérité sur les violences coloniales de la France, par Paul Martial

BELGIQUE Première mobilisation massive contre le gouvernement fédéral

Son programme constitue une offensive antisociale de grande ampleur et rencontre déjà une résistance importante dans la population.

Déclaration de guerre sociale

Ce gouvernement et ses attaques s'inscrivent dans une tendance mondiale à l'extrême-droitisation. Pour maintenir leurs sources de profit et d'accumulation, les classes dominantes ne voient d'autre possibilité que de déposer les travailleurEs, par la force, d'une série de conquêtes sociales. Or, pour que cette politique inhumaine soit acceptable, elle nécessite des boucs émissaires, même fantasmés. De là, les attaques médiatiques et politiques incessantes contre, pêle-mêle, les travailleurEs sans emploi, les «migrantEs» et demandeurEs d'asile, les musulmanEs, les «woke», les personnes transgenres, etc. L'«Arizona» prévoit une vague de mesures antisociales, sexistes et racistes d'une ampleur inégalée depuis des décennies: 22 milliards d'économies sur les travailleurEs avec ou sans emploi, avec ou sans papiers, et une minable petite taxe sur les plus-values pour tenter de faire passer la pilule. Quelques exemples de mesures: limitation des allocations de chômage à deux ans; retour forcé au travail

Après presque huit mois de négociations et de théâtre politique en Belgique, la nouvelle coalition fédérale (N-VA, MR, Les Engagés, CD&V et Vooruit) qui va de la droite aux sociaux-libéraux en passant par les chrétiens démocrates, nommée «Arizona» en raison des couleurs politiques des partis qui la composent, a finalisé son accord de gouvernement fin janvier, avec la bénédiction du patronat.



Manifestation à Bruxelles le 13 février 2025. NPA-L'ANTICAPITALISTE

des malades de longue durée; trois fois moins de places en centre d'accueil pour demandeurEs d'asile mais deux fois plus dans les centres fermés; suppression de l'aide sociale pendant cinq ans pour les réfugiéEs, attaque contre les pensions de retraite qui a des effets en particulier sur les femmes, ou encore la répression des syndicats et mutualités. Tout en augmentant le budget pour la défense...

La résistance sociale s'organise

La réponse à cette déclaration de guerre sociale ne s'est pas

fait attendre. Ce jeudi 13 février, 100 000 personnes ont marché dans les rues de Bruxelles à l'appel du front commun syndical. Une multitude de secteurs (syndicaux, féministes, antifascistes, écologistes, entre beaucoup d'autres) se sont mobilisés contre les attaques du nouveau gouvernement fédéral. Ce taux de participation remarquable constitue une véritable accélération de la tension sociale.

Cette première épreuve de force marque le départ d'un véritable plan d'action. Les directions syndicales ont annoncé une grève générale le 31 mars. Ce sera

une étape décisive du rapport de forces, mais avant cela, nous plaidons pour que la mobilisation se poursuive, secteur par secteur: les travailleurEs de bpost mènent une grève combative depuis une semaine; les cheminotEs, les sous-traitantEs d'Audi et les enseignantEs ont d'ores et déjà annoncé des grèves et des actions qui constituent les braises d'une mobilisation plus large. Il sera crucial que la grève féministe du 8 mars s'inscrive dans cette lutte contre l'«Arizona», en montrant l'impact néfaste des mesures sur les femmes; de même pour les actions du 21 mars, journée internationale contre le racisme, qui seront l'occasion de dénoncer la politique migratoire meurtrière du nouveau gouvernement. La grève générale du 31 mars sera efficace si elle est soutenue par une large mobilisation populaire, par en bas, au-delà d'un simple arrêt de travail de 24 heures. Tout l'enjeu de ces prochaines semaines est que le mouvement de contestation continue de s'étendre et se déploie avec un objectif clair: la chute du gouvernement De Wever. **Mélodie Vandelook**



SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE RÉSISTANTE

Trois après l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, l'arrivée de Trump au pouvoir rend plus que jamais nécessaire la solidarité des peuples

© KATYA GRITSEVA

Le dilemme de la gauche: être prêt à se battre ou laisser les autres décider

Avec un fou à la Maison Blanche, les faux-semblants sont tombés, et la puissance brute triomphe à nouveau. Guerres commerciales, réductions massives de l'aide, demandes explicites de céder le Groenland ou de dépeupler Gaza — chaque jour apporte une nouvelle crise remettant en question les droits collectifs et individuels reconnus et sapant les institutions qui sont censées les défendre. Est-ce vraiment le monde que nous attendions pour critiquer l'hypocrisie? Est-ce là ce que la gauche internationaliste va gagner?

Quelle paix?

Les négociations pour mettre fin à la guerre en Ukraine, tant souhaitées par de nombreux commentateurs, semblent plus proches que jamais, même si l'Ukraine elle-même n'a pas grand-chose à dire. Quel genre d'accord les grandes puissances nous préparent-elles? Un *gentleman's agreement* qui donne à Poutine une partie de notre territoire et un droit de veto sur notre avenir, tandis que Trump reçoit 50% de nos richesses naturelles? Sans parler de l'abandon des plaidoyers par l'opposition russe antiguerre. Qui se soucie des nuances

quand la paix est sur la table? Un armistice pourrait bien être nécessaire pour que l'Ukraine reprenne son souffle. La guerre prolongée ne nous a pas rendus plus forts, ce qui est encore plus vrai pour la gauche à peine survivante. Cependant, pour éviter de perdre du temps avant que les combats ne reprennent, dans notre pays ou à plus grande échelle, nous devons jeter un regard sobre sur ce nouvel environnement et identifier ses points de pression. Les appels moraux ne fonctionnent que quand il y a quelqu'un à qui faire honte, ce qui n'est plus guère le cas. La réponse crédible de la gauche devrait être ancrée dans la réalité, répondre aux conditions matérielles et tirer parti des ouvertures politiques plutôt que de s'accrocher aux vérités éternelles.

Coopération, munitions et infrastructures sociales

Le fait est que l'instabilité s'accroît et que les petites nations deviennent de plus en plus vulnérables, surtout quand des emplacements stratégiques, des ressources ou des corridors commerciaux sont en jeu. Par conséquent, l'engagement de la gauche sur les questions de défense ne consiste pas

à exploiter et à répandre la peur, mais à ne pas devenir une proie facile pour les prédateurs impérialistes. Il y a plusieurs points essentiels à garder à l'esprit quand il s'agit de sécurité. Tout d'abord, insister sur la nécessité de disposer des moyens de se défendre n'est pas du bellicisme. Sans cela, la diplomatie se résume à un appel à la pitié. Plutôt que de se réfugier dans sa bulle, la gauche doit jouer un rôle actif dans les décisions relatives à l'acquisition, à la production, à la distribution et à l'utilisation des armes — cela ne peut certainement pas être laissé aux lobbyistes, aux oligarques, aux marchands d'armes et aux puissances étrangères. Deuxièmement, la préparation aux crises est un atout important. En cas de guerre, de catastrophe naturelle ou même de révolution, ceux qui savent quoi faire et qui sont organisés déterminent l'avenir. D'après notre expérience amère, la gauche, confinée dans les espaces des universités, des ONG ou des médias sociaux, sera mise à l'écart. Quand la normalité prend fin, on se rend indispensable par des compétences pratiques, la détermination, l'accès à des réseaux

sociaux utiles et la capacité à mobiliser des ressources. En Ukraine, trop souvent, ces atouts étaient de droite. Troisièmement, les infrastructures sociales sont essentielles à la résilience. Comme l'a montré l'Ukraine, un pays en guerre a besoin de chemins de fer, d'hôpitaux, de systèmes énergétiques, d'un parc immobilier adéquat et d'un personnel qualifié pour gérer tout cela. Ce qui n'est pas fiable en temps de paix sera certainement défaillant si une crise éclate. Ainsi, l'affaiblissement des investissements sociaux sous prétexte de défense ou d'austérité fiscale, le relâchement du contrôle et de la coordination au nom de la libre concurrence sont des actes de sabotage et doivent être dénoncés comme tels. Plus vite les voix isolées se joindront pour devenir une seule et forte voix, plus grande sera la probabilité de mettre cet enjeu à l'ordre du jour et de livrer une bonne bataille contre les néolibéraux. Quatrièmement, quelles que soient les munitions dont on dispose, en fin de compte, les guerres sont menées par les peuples. Ainsi, la force de la défense militaire dépend de la participation et de la disposition populaires, qui peuvent

être retirées. Aucune coercition ne peut remplacer totalement le consentement, il suffit de se souvenir de l'histoire de la brigade « Anne de Kiev » entraînée par les Français. Une armée fondée sur la conscription et dotée d'une importante force de réserve peut non seulement être le seul moyen abordable et réaliste de garantir l'autodétermination, mais il est tout aussi important de noter qu'elle crée également une dépendance structurelle nécessitant d'assurer la légitimité des actions et de gagner la confiance de la population. Enfin, personne ne peut survivre seul. La mise en commun des ressources, le partage des connaissances, l'exploitation des économies d'échelle, voire la conclusion d'un accord de défense commune, contribuent à la sécurité mutuelle et permettent de réaliser des économies. Si la coopération est essentielle entre pays, elle l'est encore plus au niveau local, où la solidarité et les efforts conjoints sont impératifs pour avoir la possibilité de s'organiser efficacement à l'échelle mondiale et d'obtenir des résultats. S'écouter et entendre pourrait être la première étape.

La paix contre le fascisme

On peut, bien sûr, dire que plutôt que d'influencer la prise de décision, la gauche devrait identifier les frustrations croissantes, les amplifier et les canaliser vers une subver-

sion systémique. Cependant, à moins que la situation mondiale change radicalement, s'il existe de bonnes chances de gagner, dans le chaos que cette voie entraînera, des questions similaires concernant la garantie de la sécurité et de la paix réapparaîtront. Actuellement, les élites dirigeantes sont confrontées à une crise de légitimité imminente en raison de leur incapacité à répondre à un nombre croissant de menaces extérieures et à gérer les contestations internes de l'extrême droite, qui sont le fruit du virage néolibéral qu'elles ont orchestré en douceur auparavant. Cette vulnérabilité offre une ouverture que la gauche peut saisir pour remodeler le débat et faire progresser au moins quelques-unes de ses principales revendications. En faisant preuve de rapidité et de détermination, on peut donner une chance à la paix. Mais même si l'effondrement est déjà imminent, il vaut mieux s'impliquer dans la bataille aujourd'hui pour renforcer les ressources de pouvoir de la classe ouvrière, avant que la seule chose qui reste soit la résistance souterraine sous une dictature fasciste, qu'elle soit locale ou imposée de l'extérieur.

Oleksandr Kyselov, membre du Conseil de Sotsialnyi Rukh

1 — Lire aussi de lui: La guerre en Ukraine: Agenda pour la gauche <https://lanticapitaliste.org/actualite/international/la-guerre-en-ukraine-agenda-pour-la-gauche-0>



Troupes russes hors d'Ukraine!

Trois ans après le début de la guerre, faire connaître ce qu'en disent celles et ceux qui, comme l'organisation de la gauche ukrainienne Sotsialnyi Rukh (Mouvement social), ont combattu à la fois l'invasion russe de l'Ukraine et les attaques sociales infligées par le président Zelensky, est un acte élémentaire d'internationalisme. Il s'agit de la guerre d'agression d'un impérialisme nié que l'Ukraine existe comme nation indépendante et qui a lancé pendant trois ans de façon quotidienne missiles et bombes planantes contre tout un peuple et les infrastructures civiles du pays. Cet impérialisme fascinant est soutenu par les extrêmes droites du monde. Ce qui lui vaut l'admiration de Trump. Renvoyer dos à dos cette puissance dominante et un peuple agressé, en préconisant (comme LFI) son « auto-détermination », c'est s'aveugler sur l'agression et sur ses suites annoncées : vers les États baltes, la Moldavie, la Pologne — ces « sphères d'influence » que Poutine revendique autant que l'Ukraine.

« La nécessité de disposer des moyens de se défendre n'est pas du bellicisme », nous dit Oleksandr Kyselov. Comme lui, on ne peut que souhaiter le développement des capacités autonomes de défense ukrainienne — et son enracinement populaire dans des droits sociaux. De même, il est nécessaire de protéger son indépendance, donc, d'exiger l'annulation des dettes et de tout conditionnement néolibéral aux aides apportées.

Enfin, il revient au peuple concerné de faire le choix de résister plutôt que de se soumettre — et d'apprécier en cours de lutte les « cessez-le-feu » nécessaires et leurs conditions pour qu'il ne s'agisse pas d'un suicide dans la soumission.

À nous de soutenir ces choix, de façon indépendante de tous les gouvernements et contre tous les blocs militaires.

Catherine Samary, membre du NPA-l'Anticapitaliste et du RESU (Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine)

<https://www.facebook.com/p/comit%C3%A9-fran%C3%A7ais-du-R%C3%A9seau-europ%C3%A9en-de-solidarit%C3%A9-avec-l-Ukraine-100087563586225/>

ÉCOLES Mobilisation générale contre la saignée parisienne

Mardi 11 février a été marqué par une mobilisation très forte contre la suppression de 110 postes dans le premier degré parisien. Quasiment le quart des suppressions de postes au niveau national!

Après 280 postes d'enseignantEs déjà supprimés et 350 classes déjà fermées ces deux dernières années, c'est donc à une nouvelle saignée que nous assistons. Des décisions 100% économiques prétendument objectivées par une baisse de la démographie parisienne, réelle mais inégale suivant les arrondissements, et qui se traduiront donc par la fermeture annoncée à la rentrée prochaine de 198 classes dans Paris...

Moins de décharge, c'est la surcharge!

À cela s'ajoute l'annonce récente par l'Académie de la remise en cause du régime parisien des décharges de direction d'école. Depuis 1982, dans le cadre d'un accord Ville de Paris-ministère de l'Éducation nationale, les enseignantEs chargés de direction étaient complètement déchargés de classe dans toutes les écoles de plus de 5 classes. Ce n'était pas du luxe au vu de la charge de travail et des responsabilités données à ces enseignantEs chargés de direction (même si l'on peut penser qu'une autre organisation de l'école serait possible, avec une direction d'école collégiale, plus collective...). La remise en cause de ce système dérogatoire de décharge de direction (il faudrait désormais avoir 12 classes ou plus pour une décharge complète) va à l'évidence désorganiser la vie des écoles parisiennes et créer beaucoup de troubles et de surcharges de travail pour tout le monde.

Une grève à l'ampleur inédite

Mardi 11 février avait lieu le Comité social d'administration (CSA) consacré à la carte scolaire. À cette occasion, 60% des enseignantEs se sont mis en grève, et 170 écoles parisiennes étaient totalement fermées. Près de 1500 personnes — enseignantEs grévistes et parents — se sont rassemblées devant le rectorat pendant la tenue du CSA. Une mobilisation d'une ampleur inédite, alors que des délégations des écoles concernées par les fermetures de classes étaient reçues. Après une petite manifestation, entre 200 et 250 personnes se sont réunies en assemblée générale pour discuter des suites. Beaucoup de directrices et de directeurs mobilisés sur la question des décharges y ont pris la parole. Il faut battre le fer tant qu'il est chaud. Les revendications sont connues : l'annulation des 110 suppressions de postes qui se traduisent par les 198 fermetures de classes ; le maintien du régime actuel de décharge de direction ; la création massive de postes pour assurer les remplacements et d'enseignantEs spécialisés et d'AESH pour accompagner les élèves à besoins spécifiques... Au retour des vacances scolaires, l'intersyndicale parisienne (qui réunit l'arc le plus large possible) appelle donc à de nouvelles journées de grève à l'occasion des prochaines réunions d'instances académiques les 4 et 11 mars. Au-delà, dans le cadre des assemblées générales d'arrondissement, des réunions publiques avec les parents, etc., la mobilisation est à construire pour la défense du service public d'éducation.

Manu Bichindaritz



TECHNOLOGIE Le Sommet de l'IA, les bourgeois contre les peuples

Du 10 au 11 février 2025, Paris a accueilli le « Sommet pour l'action sur l'IA » : un rassemblement des élites politiques et économiques censé définir l'avenir de l'intelligence artificielle.

Présenté comme une opportunité pour positionner la France et l'Europe sur l'échiquier mondial de l'IA générative, cet événement est une nouvelle offensive des classes dominantes pour imposer cette technologie au service du capitalisme, de l'exploitation et du contrôle social.

Sous couvert de coopération internationale et d'innovations technologiques, ce sommet a réuni des représentants des puissances impérialistes, des multinationales du numérique et des industries utilisatrices comme celle de l'armement. Parmi eux, les figures de Google, OpenAI, géré par Microsoft, Amazon, mais aussi des chefs d'État réactionnaires comme Narendra Modi ou des représentants d'Israël, venus vendre leur expertise en matière d'IA militaire et de surveillance des populations sous occupation. Sans surprise, la question de la gouvernance et du choix démocratique autour de ces technologies ou de leur impact social et écologique n'était pas à l'ordre du jour. Ce sommet n'était rien d'autre qu'une réunion de patrons et de politiciens capitalistes cherchant à renforcer leur domination à travers l'IA.

MACRON PROMET 100 MILLIARDS D'EUROS POUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE



Des mobilisations contre l'accaparement capitaliste de l'IA

Des associations, des syndicats et des collectifs militants se sont organisés pour dénoncer le projet de société que porte l'IA. Des manifestations et actions de blocage ont eu lieu aux abords du sommet, malgré une répression féroce de la part des autorités. Des collectifs, des syndicats de travailleurEs du numérique, ainsi que des organisations écologistes et de défense des libertés ont dénoncé l'hypocrisie du gouvernement français et de l'Union européenne.

Car derrière les discours sur une « IA éthique », c'est bien une course au profit et au contrôle qui est engagée. Les grandes entreprises

du numérique, financées par les États capitalistes, accélèrent l'intégration de l'IA générative dans tous les domaines : surveillance généralisée, automatisation du travail, militarisation... Le tout en exploitant sans vergogne des travailleurEs précaires dans les pays du Sud global, chargéEs d'annoter et de nettoyer les bases de données d'apprentissage pour quelques centimes de l'heure. Les algorithmes sont déjà utilisés pour intensifier le contrôle social des classes populaires : détection automatisée des « fraudeurs » aux allocations, vidéosurveillance algorithmique, tri des dossiers pour l'accès à l'université ou au logement social... Cette technologie n'est pas neutre et ne le sera jamais.

Paris, capitale de la tech au service du capitalisme?

Emmanuel Macron et son gouvernement tentent depuis plusieurs années de faire de la France une « start-up nation », où les entreprises du numérique seraient les fers de lance de l'économie nationale.

En ouvrant grand ses portes aux multinationales de l'IA, la France s'aligne sur la stratégie des États-Unis et de la Chine : une course effrénée à l'intelligence artificielle sans aucune considération pour ses effets sociaux et environnementaux. Pourtant, l'Europe ne peut rivaliser avec ces géants. Toute tentative de « souveraineté technologique » européenne dans ce cadre est illusoire.

Le gouvernement veut nous faire croire que l'IA est un outil au service du bien commun. L'IA est un instrument, et entre les mains de l'État capitaliste et des grandes entreprises, elle ne servira qu'à nous surveiller, nous exploiter et nous contrôler davantage au détriment de l'environnement et des emplois.

Une riposte sociale et révolutionnaire

Nous refusons de voir l'IA développée pour servir les intérêts des multinationales et des États autoritaires. Nous refusons un monde où les algorithmes décident de notre avenir, où la surveillance est omniprésente, où les travailleurEs voient leur travail dénaturé et intensifié par l'IA.

Seule une lutte sociale massive, unie entre travailleurEs du numérique, mouvements écologistes, syndicats et organisations anticapitalistes, pourra stopper cette fuite en avant vers un monde ultra-surveillé et déshumanisé. Face à l'IA des patrons et des États, imposons une IA pour le peuple, démocratique et libératrice!

Amel

FACS À Sciences-Po Toulouse, mobilisation étudiante réussie face à l'austérité

Face à cette baisse de budget, les étudiantEs de Rennes-2 ont initié une mobilisation nationale en occupant leur université pendant plusieurs jours à la fin du mois de janvier. Le mouvement s'est étendu à d'autres universités, comme c'est le cas à Sciences-Po Toulouse.

Plus de budget, Sciences-Po bloqué

Après de nombreuses assemblées générales organisées par le syndicat étudiant Le Souffle, les étudiantEs ont décidé de voter l'occupation de leur établissement. Le mardi 11 février, ils ont commencé à occuper leur école, avec comme mot d'ordre « Plus de budget, Sciences-Po bloqué ». Les exigences sont simples : un investissement massif dans les universités, l'engagement matériel du gouvernement face à la précarité étudiante et la fin des expulsions des étudiantEs étrangerEs. InquietEs pour leur avenir et en colère face à la casse de l'université publique, les étudiantEs de Sciences-Po Toulouse, à travers leur communiqué, appellent à la mobilisation générale de toutes les universités de France. Instaurant alors un rapport de forces face à la direction, les élèves ont continué leur lutte en établissant des revendications spécifiques à leur établissement comme l'arrêt des partenariats avec l'université israélienne Ben Gourion, un meilleur aménagement des études pour les étudiantEs travailleurEs et une hausse du budget alloué aux psychologues de l'université.

Le 6 février, le projet de loi de finances prévoyant le nouveau budget a été adopté. Dans le secteur de l'enseignement supérieur, c'est 630 millions d'économies qui ont été faites, alors que la précarisation des étudiantEs et des enseignantEs ne cesse de croître et que 60 universités publiques sur 74 ont présenté un budget initial en déficit pour 2025.

Première victoire, ça continue le 11 et 13 mars

Pendant quatre jours d'occupation, les étudiantEs de Sciences-Po Toulouse ont organisé des ateliers de réflexion politique, des assemblées générales et des moments d'autogestion pour structurer leur mobilisation. Le 14 février, grâce à la force de la mobilisation, la direction a fini par céder aux revendications du mouvement étudiant en signant un accord. Elle a également accepté de mettre à disposition des espaces de discussion et de lever le contrôle d'assiduité afin que les étudiantEs puissent continuer à s'organiser et se préparer aux 11 et 13 mars, dates de mobilisation nationale de l'ESR face à la politique austéritaire du gouvernement Bayrou. La complémentarité des revendications locales et nationales a renforcé les dynamiques de la mobilisation. Cette occupation s'inscrit dans la continuité des mobilisations de ces dernières années dans cette école (contre la réforme des retraites, pour la Palestine, etc.). Cette mobilisation réussie nous enseigne l'importance des cadres d'auto-organisation à l'échelle de nos lieux d'études. Il est crucial

de s'investir dans la construction des luttes au sein de nos lycées, écoles et universités. Estelle et Loïc

À lire sur le site



Culture en lutte: objectif convergence!



Grève inédite au journal «la Montagne»



Le jeu vidéo en grève



Pénurie de Quétiapine: 200 000 personnes mises en danger pour leurs profits



FièrEs du village antifasciste à Bordeaux!

Culture

ESSAI **La Ville en éclats**, de Jean-Christophe Bailly

La Fabrique éditions, 2025, 200 pages, 13 euros.

Jean-Christophe Bailly, après *Paris quand même*¹, revient à la Fabrique pour nous parler de la ville. Certes, la bourgeoisie, la technostructure de l'urbanisme, intimement liée au capitalisme, à l'optimisation du profit, à son corollaire d'ordre et à son idéal de place nette, ont un projet pour la ville et n'ont de cesse de le mettre en œuvre. Et pas de doute, ces gens ont le pouvoir.



Mais Baudelaire!

L'auteur n'a pas renoncé et nous gratifie de dix textes de conférences et d'articles produits entre 2014 et 2022. De factures et de destinations fort variées, ces œuvres courtes brossent un tableau éclectique, constat de possibles résistances — de fait, allant de soi — à la mise au pas de la ville, vouées à s'insinuer dans les interstices que jamais aucun pouvoir ne saurait réduire complètement.

Bailly est lui-même ce passant — Baudelaire à une passante, *Ô toi que j'eusse aimé* — et invoque aussi bien Victor Hugo que Walter Benjamin, pour affirmer, pour confirmer et le partager que la ville nous appartient encore, à celles et ceux qui n'abdiquent pas leur puissance de flâneur!

Pourquoi pensai-je tout à coup à cet homme, venant de Varsovie, croisé à l'aube d'un mois d'août, au hasard d'une rue pavée de Stockholm, valise en main, avisant mon sac sur le dos, qui me dit alors : « à nos âges, il n'est plus de musée, plus de monument, c'est comme ça qu'on découvre une ville ! »

Claude Moro

1 – <https://lanticapitaliste.org/opinions/culture/paris-quand-meme-de-jean-christophe-bailly>

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M° Daumesnil

★ la-breche.com

01 49 28 52 44 — contact@la-breche.com

À lire sur le site



ESSAI **Pensée et langage**, de Lev S. Vygotski, par Claude Moro

ROMAN **Lorraine brûle**, de Jeanne Rivière

Éditions Gallimard, 2025, 192 pages, 19 euros.

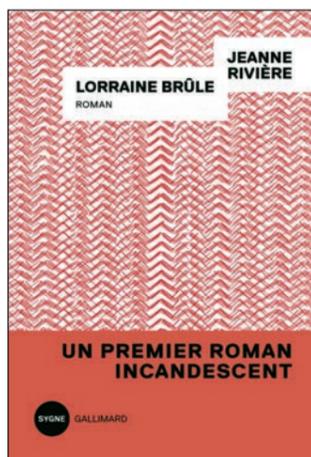
Rédigé dans un style percutant, parfois trash, un peu à la Virginie Despentes, ce roman repose sur la voix singulière de la narratrice : une femme de 42 ans à l'existence a priori banale, commune à des milliers de femmes qui vont travailler en TER, élèvent leur enfant (et soignent leur cochon d'inde), écoutent les copines parler d'histoires d'amour plus ou moins banales.

Mais les copines ici détonnent un peu, avec des pratiques BDSM quasi-burlesques, dans les bois aux alentours. La narratrice prévient qu'elle a rencontré, dès son arrivée à Metz, « tous les tordus de la ville », « une clique de weirdos qui faisaient de la musique » auprès de qui sa vie va s'organiser, entre concerts sauvages sous le pont de l'autoroute et régularité du train qu'elle prend chaque jour pour aller travailler.

Tout l'intérêt du roman, c'est le regard que la narratrice porte sur ce petit monde, sa propre vie, son (ex)-couple et son enfant. Un regard attentif, curieux, sur un univers parfois glauque, mais éclairé de tendresse et d'amour.

Un roman d'amours

De belles lignes, drôles et tendres, sont consacrées à



son enfant, tout en envoyant : « Formidable cataclysme que cet enfant sur terre même si personne m'avait prévenue de l'arnaque qu'est la maternité pour la vie intellectuelle, sociale, créative et sexuelle ». Quant au père de cet enfant, si elle s'en est séparée, leur relation se poursuit, d'une autre forme : de quoi réfléchir aux différentes façons de faire famille. À une copine qui lui souhaite de retrouver quelqu'un : « Je lui réponds que je mérite qu'on me foute la paix. La vie est plus simple sans séduction ni injonction à la sexualité ». Ce qui n'empêche pas le désir et les rencontres, en aspirant à

briser les codes : « C'est pas en désirant seulement les parangons de beauté narcissiques qu'on va faire un monde meilleur ».

Le cœur de la narratrice bat aussi auprès de ses amies, qui ont la part belle dans ce récit avec une galerie de portraits baroques et sensibles. Des mini-récits de vies bancales, tristes ou joyeuses, entrecoupés d'une voix blanche qui raconte la maladie inexorable de son amie Baya.

Un roman social et politique

Par ce récit intime, l'autrice donne à entendre la voix d'une femme, qui fera écho à beaucoup d'entre nous. Elle écrit : « Je suis la gentille fille. Celle sur qui on peut compter » et semble envier parfois la liberté de ses copines déjantées. Mais si, à les entendre, le BDSM permet une forme émancipée car plus clairement négociée, de sexualité, on y constate finalement les mêmes violences masculines imposées « par surprise ». Sans glamour ni misérabilisme, le récit évoque également la défonce, l'alcool, le désespoir, et au final « beaucoup, beaucoup trop d'enterrements ». Heureusement il y a aussi beaucoup d'humour et d'autodérision. Et le regard se fait parfois

piquant, quand elle décrit le milieu anarcho-queer dans lequel elle évolue, observant « les vestes de jogging élimées des années 90 même si leurs parents appartient à des CSP ++ ». Comme le titre l'indique, le roman s'inscrit dans une région sinistrée, la Lorraine. Ses grands-parents, depuis leur cité ouvrière de Jœuf, ayant vécu l'emprise de la famille De Wendel, lui ont appris à se méfier des riches. Plus tard, en écho à Edouard Louis, elle constatera : « jamais on m'a appris le goût du luxe », le moelleux des draps Linvosges ou l'élégance d'une « bonne table ». Rageuse, elle revendique préférer toujours les buffalo-grill.

Sont vaguement évoquées des manifs, un festival féministe, mais on n'en saura pas plus. C'est plutôt par le biais d'anecdotes que se lit cette colère sourde et politique qui traverse le livre, par exemple quand elle s'assoit chez elle, sur un fauteuil piqué au boulot : « S'ils ne m'avaient pas gonflée avec ces histoires de retraite à 64 ans, le fauteuil serait encore certainement à mon travail à l'heure qu'il est. » Un premier roman drôle, poignant et politique, qui se lit d'une traite. Catherine S.

Vie du NPA l'Anticapitaliste

LES NÔTRES Rico

Deprisa¹, deprisa²... Parcours (avec morceaux choisis) du militant en actes.

Les Marmoulines et les Marmoulines de Ménilmontant³ ont perdu, il y a une poignée de jours, un de leurs cinq membres fondateurs⁴. Rico, leur plus célèbre antifasciste, vient de succomber à 60 ans à un cancer qui fut foudroyant. Si sa dernière création est cette association qui récupère des produits alimentaires ensuite redistribués trois fois par semaine⁵ aux habitantEs de notre quartier, l'engagement politique, sa mise en action et la solidarité de notre camarade et ami ont marqué sa vie, le tout sur fond de oi, de soul et de punk.

Rock alternatif et antifascisme

Rico quitte le foyer familial dès l'adolescence. Après le « parvis Beaubourg » et la « Bande des Halles », il rejoint L'Usine, célèbre squat montreuillois. C'est donc avec déjà un passé militant que « Blackskin⁶ » intègre dans les années 1980 les Red Warriors (seule bande dont il n'a cessé de se revendiquer). Le but : mettre un terme aux parades et à la violence des naziskins dans les concerts de rock alternatif (...qui conduira entre autres à la création du service d'ordre des Béruriers noirs) et lors des initiatives militantes qui les entourent. Dont acte. Avec une efficacité exemplaire. Et en dépit d'un prix fort à payer parfois.



DR

Un antifascisme qui se poursuivra dans la lutte contre les commandos anti-IVG, la présence des extrêmes droites dans les facs, des antisémites dans nos rues... Toujours en actes. Et également dans le soutien aux sans-papierEs, la solidarité avec le peuple palestinien... NombreuxEs sont les camarades qui le croisent alors dans les manifs, les occupations de facs des années 1990, lors de concerts de soutien à la Butte-aux-Cailles ou déjà à Ménilmontant.

Toujours en actes

Militant bienveillant avec ses camarades et amiEs mais méfiant vis-à-vis des organisations, Rico s'engage néanmoins pour plusieurs années chez nos camarades de

la CNT, puis comme compagnon de route à l'Action antifasciste Paris-Banlieue avant de faire un passage éclair au NPA lors de sa création. Convaincu que l'action sur ton lieu de travail, dans ton asso ou dans ton quartier vaut bien mieux que tous les prêchi-prêcha d'un « permanent révolutionnaire » pantouflant dans son bureau, il fonde en 2015 l'association Les MarmoulinEs qui démontre avec éclat son utilité avant, pendant et depuis la « crise du covid ». Nouvel acte, dont il reste extrêmement fier et dans lequel il n'a cessé depuis lors de s'investir.

Avec pour fil à plomb l'antifascisme, l'anticapitalisme et une « Solidarity⁷ » à toute épreuve, avec une générosité pour ses amiEs à la hauteur de la détermination dont il faisait preuve contre ses ennemis, avec une scandaleuse liberté peinte en rouge et noir, Rico a donc multiplié les vies militantes. Nous venons de perdre un camarade... et un potto qui manque déjà à beaucoup d'entre nous. Salut à toi, Rico. La jeunesse (qui comme tu l'as montré n'a pas d'âge) ne cessera jamais d'emmerder le front nazional (et ses avatars)!

Des camarades et amiEs pas sérieuxEs

1 – Nuclear Device, morceau extrait de l'album *Western Electric*, 1987.

2 – *Deprisa, deprisa*, film de Carlos Saura, 1981.

3 – <https://www.lesmarmoulines.fr/>

4 – À savoir : Sandra, Yohann, Stéphane, Yves... et Rico.

5 – ...ce qui au passage nous éloigne des distributions une fois l'an orchestrées devant les flashes par l'extrême droite bien-pensante...

6 – Black parce qu'anarchiste revendiqué à l'époque... avant de devenir Redskin.

7 – Angelic Upstarts, 1983. À écouter absolument...

PALESTINE « Depuis 1967, 35% à 37% de la société palestinienne est passée dans les prisons israéliennes »

Lors de la réunion publique qui s'est tenue à Bourges le 4 février, **Salah Hamouri** a exposé la situation des prisonniers palestiniens.

Les prisonniers politiques palestiniens, étaient, avant le 7 octobre 2023, plus ou moins 5 000 de Gaza, de Cisjordanie, de toute la Palestine, ayant passé 10, 20, 30 et 40 ans en prison, des hommes et des femmes dont certains sont morts. Cette question de la libération de ces prisonniers a été un des éléments déclencheurs du 7 octobre 2023. Tout le monde s'accordait pour dire que : « ça suffit ! » Il y en a assez que des femmes et des hommes passent tant d'années dans les prisons sans que personne n'en parle. Après le 7 octobre, il y avait entre 14 et 16 000 détenus.

Des traitements intolérables

Seulement 48 heures après le 7 octobre, les Palestiniens ont subi des conditions inhumaines, tortures quotidiennes, physiques, psychologiques. Des conditions que moi, en dix ans de prison, je n'ai pas connues. Pour ceux de Gaza, il y avait le fameux centre de détention Sde-Teiman. Selon le chiffre donné par le journal *Haaretz*, et ce n'est pas encore définitif, il y a entre 45 et 55 Palestiniens tués sous la torture physique. Des tortures qu'un être humain ne peut pas imaginer. Il y en a une, publiée dans un journal, qui me marque toujours. Ils ont enterré les hommes dans le sable du désert jusqu'à la tête pendant des jours. Ils lâchent les chiens sur ces gens pour qu'ils leur chient dessus, leur pissent dessus pendant des semaines et des semaines. Ils leur donnent à peine à manger. Il y a des rapports qui font état de violences sexuelles, de viols contre des hommes et des femmes. On a vu le témoignage, en vidéo, des forces spéciales qui ont violé un prisonnier. Pour les prisonniers de la Cisjordanie aussi il y avait ces tortures : 19 d'entre eux ont été tués dans les prisons israéliennes, à cause de la torture ou de la négligence médicale. Aujourd'hui, les prisonniers se trouvent entre les bases armées, les centres de détention et les prisons. Il y a entre 27 et 30 lieux de détention. Les prisonniers n'ont pas le droit de visite ni de la Croix-Rouge ni des parents. Aucun contact avec l'extérieur. J'ai vu des images de prisonniers libérés la semaine dernière qui demandaient si leurs parents, leurs enfants étaient encore en vie. Il y a vraiment un génocide aussi à l'intérieur des prisons. Après les échanges*, 12 femmes et 30 enfants n'étaient pas encore libérés mais vont sortir dans les



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

prochaines vagues. On trouve des enfants de 12, 13, 14 ans jusqu'à 18 ans car, pour les Israéliens, un enfant palestinien peut être jugé et aller en prison à partir de 12 ans. Le plus jeune, sorti la semaine dernière, avait 13 ans, arrêté à l'âge de 12 ans. Des enfants aussi sont sortis avec des dos cassés, des pieds cassés. Les prisonniers libérés prennent directement des bus de la Croix-Rouge vers des hôpitaux. La dernière prison pour libérer les prisonniers de la Cisjordanie, c'est une prison à côté de Ramallah qui s'appelle Ofer.

Pour les Israéliens, un enfant palestinien peut être jugé et aller en prison à partir de 12 ans

Pour chaque prisonnier, il y a 4 ou 5 gardiens qui leur disent : bienvenus pour la fête de l'« au revoir ». La fête de l'« au revoir » consiste à leur ligoter les mains et les pieds, les mettre par terre, leur marcher dessus, leur pisser dessus, les taper. J'ai vu des prisonniers évacués de la Croix-Rouge, des bus à l'hôpital, avec des côtes cassées durant la dernière heure avant qu'ils soient libérés. C'est Gaza qui est dans les médias aujourd'hui, c'est compréhensible, mais il y a vraiment des crimes contre l'humanité dans les interrogatoires, quotidiennement dans les prisons.

Les prisonniers en détention administrative

La détention administrative, c'est une loi qui a été faite par les Britanniques avant l'occupation de 1948, et les Israéliens l'appliquent pour les Palestiniens. Un ordre militaire permet à l'armée israélienne d'arrêter n'importe quel Palestinien pour une durée entre un mois et six mois. Cette durée est renouvelable. On peut recevoir des ordres de six mois, plus six mois plus six mois... Jusqu'à deux, trois, quatre ans de détention basée sur un dossier de sécurité secret entre le procureur militaire et le juge militaire. Il n'y a pas de charge, pas de jugement. Le prisonnier et son avocat ne savent pas pourquoi il est en prison. Dans ce cas, il y a aujourd'hui 3 000 femmes, enfants, hommes

détenus dans ce cadre totalement illégal. Ils peuvent passer des années, tels des camarades à moi qui ont passé 15 et 16 ans en détention administrative. Ils passent trois ans, quatre ans, ils sont libérés, un mois, deux mois, et on remet encore trois, quatre ans de détention et ça continue... Depuis les années 2000 jusqu'à aujourd'hui, le système carcéral israélien n'a rien à voir avec le problème invoqué de « sécurité des Israéliens ». Il s'agit d'essayer de briser la volonté, la psychologie des prisonniers. Depuis 1967 — il n'y avait pas de décompte exact avant — jusqu'à aujourd'hui 900 000 Palestiniens sont passés par les prisons israéliennes, c'est-à-dire 35% à 37% de la société palestinienne. Il n'y a pas une maison sur deux où tu n'as pas un ou une prisonnière qui y a passé des mois, des années. Ce système carcéral israélien fait partie des moyens de destruction de la société palestinienne, des moyens de contrôle de la vie des Palestiniens.

Des résistances

Malgré les difficultés qu'on vit en prison, avec les années les Palestiniens ont pu développer un système de résistance et arracher des droits avant le 7 octobre, parce qu'après c'était impossible. Une résistance faite de grèves de la faim dont les deux auxquelles j'ai participé en 2011 et 2022. Ces grèves de la faim, c'était notre dernier moyen de résistance pour arracher des droits, des trucs qui peuvent paraître très normaux. Par exemple, obtenir un matelas qui fait 2 cm de plus que celui qu'on avait, négocier une plaque chauffante, une heure ou deux heures de plus dans la cour au lieu d'être enfermé 20 heures sur 24. Des droits de visite pour les gens de Gaza (interdits avec la « loi de Schalit ») entre 2006 et 2008. Cela peut paraître des besoins simples mais pour cela on a déclenché des grèves de la faim à plusieurs reprises et il y a des camarades qui sont tombés en martyrs dans ces grèves de la faim. On a pu développer un système de résistance sans se cacher. Pour nous, la résistance à l'intérieur de la prison c'est un droit. Les Israéliens veulent briser notre psychologie, notre mentalité et faire de nous une charge pour nos familles et sur nos sociétés. On a fait l'inverse en prison pour pouvoir résister collectivement et monter ce système de solidarité.

Les Israéliens veulent briser notre psychologie. On a fait l'inverse en prison pour pouvoir résister collectivement

On a pu construire une vie solidaire, collective.

C'est ce qui nous a permis de développer notre culture, développer notre niveau politique, notre niveau idéologique, notre engagement envers notre patrie et pour les valeurs de l'humanité, la liberté de notre peuple et la liberté des humains en général. Toutes les figures qui apparaissent, aujourd'hui dans tous les partis politiques palestiniens, de toutes régions palestiniennes, ce sont des gens qui sont passés par les prisons israéliennes, qui y ont été formés, des gens qui y ont subi le pire. Aujourd'hui* on a eu la libération de 1967 prisonniers. La dernière vague, ce sera samedi 15 février avec 22 ou 23 otages au total qui vont être libérés. Il restera 58 otages à Gaza et 14 000 otages palestiniens dans les prisons israéliennes. Il est inacceptable que les gens passent leur vie en prison. Inacceptable qu'un Palestinien passe 10, 15, 20 ans et même 30 ans et 40 ans. Le plus ancien qui devrait être libéré, Nael Barghouti, a passé 45 ans en prison, Ibrahim Abu Moh passe sa 43^e année en prison. Les négociations vont être dures les prochaines semaines qui viennent. Mais il y a une volonté de libérer ces hommes, ces femmes et ces enfants de l'enfer des prisons israéliennes.

* À la date du 6 février.

Transcription et intertitres de Robert Pelletier

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
NPALanticapitaliste
Lanticapitaliste
Lanticapitalis1
anticapitaliste.presse
lanticapitaliste



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

l'Anticapitaliste
la revue

Le n°163 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

L'image de la semaine



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org